

Politisations différentielles et acculturations mutuelles en contexte autoritaire.

Ethnographie d'une inversion du cens électoral

Mounia BENNANI-CHRAÏBI

Résumé

L'observation ethnographique des politisations différentielles pendant une campagne électorale en contexte autoritaire changeant est un analyseur privilégié de plusieurs processus. Sur un plan empirique, elle donne à voir les modalités diversifiées d'appropriation du moment électoral par les acteurs, les tentatives d'ajustement d'une partie de la gauche marocaine à la perte de son électorat de granit et aux transformations du marché électoral, mais également un mouvement de fond : celui de l'inversion ponctuelle du principe censitaire, en lien avec la désertion des urnes par les plus dotés culturellement et matériellement, et avec la mutation du vote urbain populaire. Sur un plan théorique, l'examen des tâtonnements en œuvre - avant leur naturalisation - permet de poursuivre le dialogue entre les travaux sur le clientélisme politique et sur la politisation, au croisement des approches socio-historiques et de sociologie politique, en contextes autoritaires et démocratiques. Il montre l'intérêt de dépasser les oppositions entre conceptions restrictives et extensives de la politisation, pour se saisir processuellement et *in situ* des politisations différentielles des acteurs, des registres et des pratiques.

Differential Forms of Politicization and Mutual Acculturation in an Authoritarian Context

The ethnographic observation of differential forms of politicization during an electoral campaign in a changing authoritarian context is an ideal means of analyzing a number of processes. Empirically, it enables us to observe the actors' diverse ways of appropriating the electoral moment, a Moroccan leftist party's attempts to adjust to the loss of its electoral base and the transformations of the electoral market, and a one time reversal of the symbolical voting restrictions, in correlation with the desertion of the polls by the those best equipped to participate, both culturally and materially, and with the transformation of the urban popular vote. In theoretical terms, examination of such ongoing processes—before its stabilization—allows us to follow the interplay between the work on political clientelism and on politicization, at the intersection of sociohistorical and political sociological approaches, in authoritarian and democratic contexts. It demonstrates the value of moving beyond the opposition between restrictive and extensive conceptions of politicization, to grasp the process *in situ* of differential forms of the politicization of actors, registers and practices.

Mounia Bennani-Chraïbi est professeure en politique comparée à l'Institut d'études politiques, historiques et internationales de l'Université de Lausanne, et membre du Centre de recherche sur l'action politique de l'Université de Lausanne (CRAPUL). La liste de ses activités de recherche et de ses publications est disponible sur le site de l'UNIL :

<<http://www.unil.ch/unisciences/MouniaBennani-Chraibi>> (Université de Lausanne, IEPHI, Géopolis, quartier UNIL-Mouline, 1015 Lausanne, Suisse). Mounia.Bennani@unil.ch

Sur un terrain vague de Casablanca, au cœur d'une zone d'immeubles abritant près de 14 000 électeurs, se dresse une tente caïdale¹. En ce mois de juin 2009, le temps électoral imprègne l'atmosphère : des imprimés multicolores jonchent le sol ; des groupes plus ou moins denses, souvent vêtus de tee-shirts et de casquettes marqués du sceau de l'un des partis en lice, se croisent, s'évitent, s'interpellent dans un ballet rythmé par les klaxons, les tambourins, les haut-parleurs, les chants et les slogans, qui saturent les oreilles. À l'extérieur de la tente, des hommes entre deux âges se tiennent debout, crispés. À l'intérieur, des femmes en *jellabas*, accompagnées de leurs enfants, sont assises, l'air absent. Des jeunes hommes en uniforme électoral s'efforcent de réchauffer l'ambiance, tambourin en main, jusqu'à ce qu'un homme de l'extérieur les interrompe. Ce militant de gauche ne comprend pas que son parti s'« abaisse » à employer les mêmes méthodes que les organisations qualifiées dans le passé de « partis de l'administration² », ceux-là mêmes qu'il stigmatisait comme « corrompus » et « corrupteurs », qu'il accusait d'acheter les voix des femmes et des illettrés, substituant au pouvoir du verbe les appareils festifs de la tente et de la musique populaire.

Cette anecdote est révélatrice de l'un des enjeux auxquels doit faire face une partie de la gauche marocaine depuis son entrée au gouvernement en 1998 après quarante ans d'opposition : comment mobiliser le vote populaire urbain au moment où son discours idéologique s'est démonétisé, à l'heure où les urnes exercent un très faible attrait sur les plus dotés culturellement et socialement, et lorsque changement de scrutin et redécoupage des circonscriptions, loin de sonner le glas des notables, reconfigurent leur répertoire d'action tout en le diffusant ? Sur un plan théorique, cette anecdote invite à examiner de plus près l'opposition idéal-typique entre les formes de politisation associées aux « partis de notables » et aux « partis de militants³ », faisant écho à deux répertoires d'action : l'un paroissial, particulier, patronné ; l'autre national, modulaire et autonome par rapport aux figures d'autorité locales⁴.

Dans les partis de militants, l'organisation et le dévouement tendent à compenser l'absence de ressources sociales propres des candidats, en leur fournissant des « capitaux partisans collectifs » : une marque politique, des emblèmes, etc. ; les militants en retirent des gratifications symboliques et les électeurs des « biens publics indivisibles » (discours politiques, politiques publiques, etc.)⁵. Ces caractéristiques seraient en affinité avec un haut niveau de politisation au sens restrictif du terme : les acteurs « politisés » passant pour disposer d'un savoir spécialisé concernant la scène politique instituée et ses enjeux, ils seraient capables de différencier, de classer et de situer les acteurs politiques en fonction de leur positionnement idéologique ; ils manifesteraient une aptitude à l'abstraction, à la cohérence et à la stabilité des positionnements, voire un attachement à des identités politiques ; ils se percevraient comme compétents en matière politique, tant sur le plan cognitif que statutaire⁶.

Inversement, les partis de notables tendent à mobiliser des capitaux sociaux individuels et des intermédiaires, qu'ils gratifient de « biens divisibles » (relations clientélares) ; il s'agit avant

¹ Une première version de ce texte a été discutée dans le cadre du séminaire « Politisations comparées » de l'EHESS. Je tiens tout particulièrement à remercier pour leur lecture attentive : Myriam Aït Aoudia, Jean-Gabriel Contamin, Jean-Noël Ferrié, Lamia Zaki et les relecteurs de *Politix*.

² Ils devaient cette appellation au soutien direct ou indirect de l'administration et à leur proximité avec le Palais.

³ Bennani-Chraïbi (M.), « L'espace partisan marocain : un microcosme polarisé ? », *Revue française de science politique*, 63(6), 2013.

⁴ Tilly (C.), *Contentious performances*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.

⁵ Offerlé (M.), *Les partis politiques*, Paris, Presses universitaires de France, 2002, chap. 2.

⁶ Gaxie (D.), *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Le Seuil, 1978.

tout d'entreprises « *personnelles, discontinues et locales*, [plutôt que] *anonymes, continues et nationales* ». Leurs agents et leurs clientèles seraient « dépolitisés », au regard d'une conception restrictive de la politisation, ou adeptes de la « politique du faire », c'est-à-dire focalisés sur des enjeux pragmatiques à l'échelle de la politique locale, selon une approche plus extensive de la politisation. Très instables dans leurs préférences, ces acteurs accorderaient leur soutien à des personnes plutôt qu'à des entités abstraites, selon des logiques clientélares localisées, en vue de bénéficier de la redistribution de ressources rares. Lorsqu'il est question de « politique », ils feraient plutôt appel à la « ruse », à des compétences non spécialisées et, sur le plan discursif, ils privilégieraient avant tout la narration de leur vécu personnel, en recourant à un langage imagé. En ce sens, pendant les élections, ils se rapprocheraient du profil de l'« avaro cognitif », qui prend appui sur un ensemble « de raccourcis, de matériaux non-conventionnels, ses affects, son expérience de la vie quotidienne, sa morale personnelle... pour construire ses opinions, se repérer sans boussole idéologique dans un monde auquel il ne s'intéresse que très moyennement ».

Par-delà l'opposition entre approches restrictives et extensives¹⁰, l'objet de cette contribution est d'appréhender les modalités d'imbrication entre les formes de politisations « élitaires », par désingularisation, et les formes de politisation dites « par le bas »¹¹. Au croisement d'une réflexion sur le clientélisme électoral¹² et sur la politisation, il s'agit de mettre en évidence des acculturations mutuelles et des « malentendus par lesquels des individus dotés de représentations différentes et contradictoires » recourent à des « usages pluriels et infinis de l'institution électoral, donc des degrés différents d'appropriation pratique, discursif et/ou émotionnel des formes, enjeux et significations du vote »¹³. L'observation ethnographique de la campagne électorale d'un parti de gauche en voie de notabilisation, dans un contexte autoritaire changeant¹⁴, constitue un analyseur privilégié des processus de politisation à l'œuvre. Pendant les élections communales de juin 2009, j'ai eu l'occasion d'observer les tentatives d'acclimatation d'un homme d'affaires de gauche aux transformations du marché électoral à Casablanca. Plutôt que de constituer une liste de militants chevronnés selon les usages rodés jusque-là par son parti, il a puisé dans le réservoir des « enfants du quartier », « populaires », mais peu « politisés » au regard des critères habituels de son organisation.

À cette occasion, une inversion du cens électoral s'observe ne serait-ce que ponctuellement : les plus dotés statutairement et cognitivement semblent céder la place aux plus dominés, y compris au niveau des candidatures ; bien davantage, au lieu de s'acquitter symboliquement

⁷ Offerlé (M.), *Les partis politiques*, op. cit., p. 20 et 24.

⁸ Goirand (C.), *La politique des favelas*, Paris, Karthala, 2000.

⁹ Blondiaux (L.), « Mort et résurrection de l'électeur rationnel. Les métamorphoses d'une problématique incertaine », *Revue française de science politique*, 46 (5), 1996, p. 780.

¹⁰ Pour des tentatives de dépassement de ces oppositions, cf. Braconnier (C.), Mayer (N.), dir., *Les inaudibles. Sociologie politique des précaires*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015 ; Roger (A.), « Représenter les pauvres. Construction et gestion des clientèles politiques dans une métropole roumaine », *Politix*, 92, 2010.

¹¹ Aït Aoudia (M.), Bennani-Chraïbi (M.), Contamin (J.-G.), « Indicateurs et vecteurs de la politisation des individus : les vertus heuristiques du croisement des regards », *Critique internationale*, 50, 2011.

¹² Cf. entre autres : Banégas (R.), « Marchandisation du vote, citoyenneté et consolidation démocratique au Bénin », *Politique africaine*, 69, 1998 ; Briquet (J.-L.), Sawicki (F.), dir., *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, Presses universitaires de France, 1998 ; Auyero (J.), Lapegna (P.), Page Poma (F.), « Contestation et patronage : intersections et interactions au microscope », *Revue internationale de politique comparée*, 17 (2), 2010.

¹³ Offerlé (M.), « Capacité politiques et politisations : faire voter et voter, XIXe-XXe siècles (2) », *Genèses*, 68 (3), 2007, p. 157.

¹⁴ Sur l'autoritarisme électoral, cf. notamment Schedler (A.), ed., *Electoral Authoritarianism: The Dynamics of Unfree Competition*, Boulder, Lynne Rienner, 2006.

d'un « cens caché¹⁵ », des « dominés » exigent de se faire « payer » pour figurer sur une liste électorale. Après la présentation des métamorphoses du marché électoral marocain et du contexte de l'enquête, j'examinerai – avant leur naturalisation – les tâtonnements à travers lesquels des militants de gauche se politisent pragmatiquement, pendant que leurs nouveaux relais s'acculturent à d'autres formes de politisation. Pour ce faire, j'analyserai les politisations différentielles des individus et des pratiques, et leurs liens avec les transformations qui affectent les modalités de choix des candidats, la nature des ressources mobilisées et de l'offre électorale présentée.

Les vicissitudes de la gauche face aux métamorphoses du marché électoral marocain

L'année 1998 constitue une nouvelle inflexion dans les réaménagements de l'autoritarisme au Maroc, qui entraînent d'importantes transformations de la scène électorale. En effet, plus d'un an avant la succession monarchique, Abderrahmane Youssoufi, le premier secrétaire de l'Union socialiste des forces populaires (USFP), principal parti de gauche, est chargé de diriger le gouvernement d'« alternance consensuelle », après quarante ans d'opposition. Quant aux islamistes du Parti de la justice et du développement (PJD), leur légalisation et leur progression électorale contrôlée leur permettent de succéder à l'USFP comme porte-parole de l'opposition parlementaire jusqu'en 2011.

Au temps des bourrages d'urnes et du rôle actif des agents de l'autorité dans l'incitation au (« bon ») vote, succèdent la mise en scène d'urnes transparentes en « plexiglas », sous le regard d'observateurs nationaux et internationaux, et l'élaboration de dispositifs sophistiqués. Le redécoupage électoral – agrandissement des circonscriptions électorales, puis incorporation des zones rurales dans des circonscriptions urbaines –, et le passage en 2002 du mode de scrutin uninominal à un tour au scrutin de liste à la proportionnelle selon la règle du plus fort reste dans les circonscriptions dépassant les 35 000 habitants, poursuivent alors des objectifs quasi contradictoires¹⁶. D'une part, ralentir la balkanisation de la scène partisane en la polarisant, tout en endiguant la progression électorale du très urbain PJD, en favorisant les « grands » partis « anciens », dotés de ressources humaines et matérielles suffisantes pour couvrir l'ensemble des circonscriptions, y compris rurales. D'autre part, « politiser », dépersonnaliser le vote en réduisant le poids de l'argent, des dépendances sociales, et avantager par conséquent les partis dotés d'une identité politique claire. Élaborées sous l'égide du gouvernement, et plus particulièrement du ministère de l'Intérieur, de telles réformes sont censées consolider les principaux partis gouvernementaux, notamment l'USFP, l'Istiqlal¹⁷, le Rassemblement national des indépendants (RNI)¹⁸, au détriment du PJD et des « *hizbicules*¹⁹ » ; dans les faits, elles n'atteignent que partiellement leurs objectifs.

Après quelques réajustements, les partis de notables aguerris aux rouages de la mobilisation électorale marchande et clientélaire, notamment l'Istiqlal et le RNI, se consolident²⁰. Les

¹⁵ Gaxie (D.), *Le cens caché*, *op. cit.*

¹⁶ Catusse (M.), « Les coups de force de la représentation », in Bennani-Chraïbi (M.), Catusse (M.), Santucci (J.-C.), dir., *Scènes et coulisses de l'élection au Maroc. Les législatives 2002*, Paris, Karthala, 2004.

¹⁷ Parti nationaliste créé en 1944, qui perd son aile gauche lors d'une scission en 1959.

¹⁸ Parti administratif créé en 1978 sous l'impulsion du beau-frère du roi.

¹⁹ Composé à partir du mot arabe *hizb* (parti), pour désigner les micro-organisations dépourvues de base partisane ou clientélaire.

²⁰ Ce phénomène est analogue à la professionnalisation politique qui touche certains notables en France à la fin du XIXe siècle. Cf. Phélippeau (E.), *L'invention de l'homme politique moderne. Mackau, l'Orne, et la République*, Paris, Belin, 2002.

communes qu'ils dirigent sont de puissants leviers du clientélisme municipal usuel et, depuis peu, du clientélisme associatif renforcé à travers la redistribution particulariste des ressources émanant de l'Initiative nationale pour le développement humain (INDH)²¹ : « Les enjeux financiers introduits par l'INDH tendent à dupliquer dans le champ associatif les rapports de force qui organisent le champ politique local²² ». Mandats communaux, parlementaires et positions gouvernementales se raffermissent mutuellement pour capter les votes d'échange, non seulement dans les circonscriptions rurales fortement encadrées par les élites locales et surreprésentées grâce à l'ingénierie électorale, mais aussi dans les zones urbaines où les faibles taux de participation²³ constituent un atout majeur pour ces partis, tout en révélant un premier niveau d'inversion du « cens » électoral : incité à voter par la grâce des séductions matérielles, l'électorat populaire continue plus ou moins à se mobiliser, au moment où les électeurs les plus dotés issus des classes moyennes tendent à désertir les urnes ou à voter pour le PJD²⁴. En effet, le parti à référent islamiste poursuit sa progression « encadrée » sur les anciennes terres d'élection de l'USFP, en milieu urbain, là où les discours d'opposition arrimés à une identité politique trouvent une audience. Entre 2003 et 2009, les municipalités qu'il dirige se caractérisent dans l'ensemble par des taux d'alphabétisation supérieurs aux moyennes nationales urbaines, mais par des taux de pauvreté et de ménages résidant dans les bidonvilles inférieurs²⁵. À partir de 2009, il devient le premier parti urbain du Maroc.

Quant à l'USFP, il est incontestablement le grand perdant de l'alternance « consensuelle ». Le passage de l'opposition au gouvernement a accéléré sa mutation identitaire. Il a élargi le hiatus entre une base militante composite et des instances dirigeantes elles-mêmes divisées ; il a exacerbé les tensions entre, d'une part, les bénéficiaires des ressources électorales et gouvernementales, et d'autre part, les nostalgiques d'un passé rebelle. Entre 1998 et 2009, quatre partis issus de l'USFP sont créés, faisant perdre à celui-ci le soutien d'une partie de ses bases syndicales et de sa jeunesse, en même temps que des figures intellectuelles charismatiques. À la veille des législatives de 2007, la direction du parti mène une « politique d'ouverture » pour compenser les pertes, et de nouveaux critères de sélection des candidats sont codifiés. Le capital militant a alors, sauf exception, cédé la place aux capitaux individuels, autrement dit à la capacité personnelle de mobiliser des soutiens et d'enregistrer des voix, par-delà l'appartenance au parti²⁶. Bien davantage, des notables locaux et des

²¹ Sur les effets de cette initiative lancée par le roi en 2005 pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, cf. Bono (I.), « L'activisme associatif comme marché du travail. Normalisation sociale et politique par les « Activités génératrices de revenus » à El Hajeb », *Politique africaine*, 4 (120), 2010.

²² Berriane (Y.), « Intermédiations stratégiques. L'engagement de militantes associatives locales dans la campagne pour les législatives marocaines de 2007 », in Zaki (L.), dir., *Terrains de campagne au Maroc. Les élections législatives de 2007*, Paris, Karthala, 2009, p. 187.

²³ Le taux de participation des législatives atteint 52 % en 2002, 37 % en 2007 ; pour les communales : 54,16 % en 2003 ; 52,4 % en 2009 avec d'importants écarts entre les provinces à prédominance rurale comme Azilal (72 %) et Taouate (70 %), et les grandes villes comme Rabat (35 %) et Casablanca (30 %). Malheureusement, des statistiques permettant de dresser les profils des abstentionnistes de manière précise et systématique ne sont pas d'accès facile pour ces scrutins. Pour une analyse spatiale des législatives de 2011, cf. Goeury (D.), « Le pouvoir est-il enfin dans les mains des villes ? », *EspacesTemps.net*, 5 décembre 2014, <http://www.espacestems.net/articles/le-pouvoir-est-il-enfin-dans-les-mains-des-villes/>

²⁴ Catusse (M.), Zaki (L.), « Gestion communale et clientélisme moral au Maroc : les politiques du Parti de la justice et du développement », *Critique Internationale*, 1 (42), 2009, p. 73-91. Semaoui (S.), « La probité comme argument politique : la campagne du PJD à Hay Hassani, Casablanca », in Zaki (L.), dir., *Terrains de campagne au Maroc*, op. cit.

²⁵ Pellicer (M.), Wegner (E.), « The Moroccan Party of Justice and Development in Local Government : Do Islamists Govern Differently ? », *EUI Working Papers - Robert Schuman Center for Advanced Studies*, 53, 2009, p. 6 et 7.

²⁶ Bennani-Chraïbi (M.), « “Hommes d'affaires” versus “profs de fac”. La notabilisation parlementaire d'un parti de militants au Maroc », *Revue internationale de politique comparée*, 15 (2), 2008. Sur ces phénomènes dans

hommes d'affaires sont démarchés par des membres influents du bureau politique. Cette stratégie ne parvient pas à freiner l'effondrement électoral du parti, qui passe du premier rang (en 1997 et en 2002) au cinquième rang en 2007²⁷, mais accélère la transformation du profil des élus de l'USFP au sein de la Chambre des représentants : le tiers du groupe parlementaire est constitué de nouvelles recrues et, pour la première fois dans l'histoire du parti, le nombre des entrepreneurs (10 % en 2002 ; 32,5 % en 2007) dépasse celui des enseignants (44 % en 2002 ; 27,5 % en 2007), tandis que la représentation des agriculteurs est presque quadruplée (2 % en 2002 ; 7,5 % en 2007). Les modalités de gestion des élections de 2007 et le « parachutage » de candidats choisis par des membres du bureau politique, sur la base de proximités familiales, amicales ou clientélistes, sont vigoureusement contestés pendant le VIII^e congrès du parti en 2008. Pour apaiser les esprits, la « régionalisation » des candidatures est instaurée : la désignation des têtes de liste relève désormais de la compétence des sections locales.

Paradoxalement, à l'occasion des élections communales de 2009, ce n'est ni le bureau politique ni de nouveaux entrants qui prennent l'initiative de « notabiliser » la campagne électorale, mais d'anciennes recrues d'une section locale de l'USFP à Casablanca : confrontés au désenchantement des militants, à l'accroissement drastique du besoin en ressources électorales, et au constat que la clientèle électorale de l'USFP, principalement issue des couches moyennes, se réduit comme peau de chagrin, ils désignent un homme d'affaires en tête de liste.

Le contexte de l'enquête

Depuis 1993, j'ai observé les campagnes électorales de plusieurs partis politiques, pour l'essentiel à Casablanca. En 2009, j'ai suivi de près l'un des trois arrondissements de l'une des huit préfectures de la capitale économique du pays. Bien que réputée pour ses villas luxueuses, cette préfecture de près de 100 000 habitants compte aussi de nombreux bidonvilles (9,2 % des ménages), des quartiers clandestins et de l'habitat vétuste ; autrement dit une population précaire, particulièrement touchée par le chômage (11,8 % en moyenne et 31,6 % des 15-24 ans selon les chiffres officiels²⁸), exposée à une gestion publique « par le manque²⁹ » (du fait de l'absence de services publics), et vivant sous la menace des politiques d'« éradication » des bidonvilles et des projets de restructuration. Justement, la Charte communale amendée à la veille des élections de 2009 accorde d'importantes prérogatives économiques aux collectivités, et érige les conseils communaux en acteurs centraux en matière de services aux habitants et de mise en œuvre des programmes de développement locaux. En 2009, les candidats et les électeurs sont confrontés à plusieurs autres changements. En décembre 2008, la réforme du code électoral a accru la complexité du système électoral³⁰. Deux mesures méritent d'être mises en évidence. Dans les villes de plus de 500 000 habitants, la commune est divisée en arrondissements, et les conseils d'arrondissement élus au scrutin proportionnel de liste, avec un seuil de représentativité de 6%, participent à la formation du conseil communal. La plus grande nouveauté réside dans la

d'autres contextes, cf. les dossiers suivants : *Politix*, « Trajectoires de la notabilité. I. Pratiques et stratégies », 17 (65), 2004 et « Hommes d'affaires en politique », 84 (4), 2008.

²⁷ Sur le plan communal, il passe de la 2^e position en 2003 à la 4^e position en 2009 (6^e en 2015).

²⁸ Haut-commissariat au Plan, *Monographie de la région du Grand Casablanca*, juillet 2010.

²⁹ Vairel (F.), Zaki (L.), « Politisation sous contrainte et politisation de la contrainte: outsiders politiques et outsiders de la ville au Maroc », *Critique internationale*, (50), 2011.

³⁰ Sur ces transformations, cf. Desrues (T.), Kirhlani (S.), « Dix ans de monarchie exécutive et citoyenne : élections, partis politiques et défiance démocratique », *L'Année du Maghreb*, VI, 2013.

constitution d'une circonscription complémentaire en vue de renforcer la représentativité des femmes au sein des communes. Ainsi, à côté des listes électorales « ordinaires » qui peuvent comporter aussi bien des hommes que des femmes, la mise en concurrence de listes « additionnelles » permet de réserver aux femmes 10 à 14 % des sièges à pourvoir, et ce en fonction de la population de la commune.

Dans l'arrondissement sur lequel porte mon enquête pendant les communales de 2009, une vingtaine de formations politiques sont en lice. Trois parlementaires conduisent les listes « ordinaires » de leurs partis respectifs : une députée en vue du PJD, élue dans le cadre de la « liste nationale³¹ » ; deux « notables » élus en 2007 dans la même circonscription, le premier au nom du RNI³², la seconde sous la bannière de l'Istiqlal qu'elle représente par ailleurs au sein du gouvernement. En juin 2009, j'ai observé quelques séquences des campagnes électorales menées dans l'arrondissement par l'Istiqlal et le PJD (qui ne comportaient pas d'importantes nouveautés comparativement à mes enquêtes précédentes), tout en me focalisant sur les listes « ordinaire » et « additionnelle » de l'USFP. J'ai réalisé une trentaine d'entretiens approfondis avec des candidats, des agents électoraux, des désengagés du parti et l'élue sortante. J'ai assisté à six réunions électorales organisées par les candidats de l'USFP avec des groupes de résidents, composés de femmes ou d'hommes, dans une villa, dans des bidonvilles, et dans une zone d'habitat populaire réglementé. J'ai également participé à plusieurs marches et porte-à-porte, à une séance de formation des observateurs, et à des veillées dans les locaux de la campagne. Sachant que les langues se délient plus facilement après les élections, j'ai revu certains de mes interlocuteurs un mois après le scrutin.

La conversion de militants de gauche à la politique pragmatique

Lors des communales de 2003, le taux de participation est d'environ 30 % dans la circonscription casablancaise observée³³, et les catégories populaires, qui ne représentent que 25 % de cette population, sont estimées à 60 % des votants³⁴. Dans un tel contexte local, la conversion à la politique pragmatique des candidats de l'USFP se traduit par un changement de cible électorale et par l'adoption d'une stratégie susceptible de mobiliser le vote des zones populaires, bastions des partis de notables. Ce faisant, elle induit des transformations de plusieurs ordres : critères de constitution des listes, type et ampleur des ressources déployées, profils des agents électoraux, nature de l'offre électorale. Ces mutations ouvrent la voie à d'autres formes de politisations, tant au niveau des acteurs privilégiés que des registres déployés.

Homme d'affaire versus « prof de fac »

Dans le cadre de la réforme du code électoral de 2008, la commune est divisée en trois arrondissements. Pour s'ajuster à ce nouveau découpage, une nouvelle section locale de

³¹ La circonscription « nationale » a été créée en 2002 en vue d'assurer une meilleure représentation des femmes au sein du parlement.

³² Sur la campagne de ce candidat, cf. Zaki (L.), Un notable en campagne. Les ressorts locaux de la réélection d'un parlementaire sortant, in Zaki (L.), dir., *Terrains de campagne au Maroc*, op. cit., p. 45-74.

³³ Sources officielles du ministère de l'Intérieur, accessibles pour une courte durée sur : www.elections2003.ma. En 2009, le taux de participation dans cette circonscription baisse à 23 % (www.elections2009.ma).

³⁴ Ces chiffres m'ont été rapportés par le candidat qui a conduit la liste « ordinaire » de l'USFP dans la circonscription. D'après son témoignage, les résultats des scrutins précédents, détaillés par bureau de vote, lui ont été transmis par des « sources internes » du parti. Ces proportions ont été confirmées par les équipes électorales des autres partis politiques suivis pendant cette enquête.

l'USFP est créée à la veille des élections communales de 2009, dans la circonscription observée. L'enjeu est d'autant plus important que la désignation des têtes des listes « ordinaire » et « additionnelle » relève désormais de la compétence du bureau de section et non plus du bureau politique du parti. Les tensions, qui accompagnent cette création, traduisent des allégeances différentielles aux leaders du parti, des « luttes de classe » internes, opposant nouveaux profils légitimes aux yeux d'une partie de la hiérarchie (par exemple les « hommes d'affaires ») et anciennes figures dominantes (les enseignants). Elles trahissent aussi les résistances d'anciens cadres locaux du parti qui conservent de l'influence, tout en étant en retrait de l'appareil organisationnel. C'est dans ce contexte que le secrétaire général du bureau de section, un homme d'affaires qui a adhéré au parti en 1978, parvient à s'imposer en tête de la liste « ordinaire ».

Abstraction faite des calculs personnels des uns et des autres au sein de la section, qu'est-ce qui conduit des militants, y compris ceux témoignant à l'élue sortante affection et respect, à se ranger derrière le secrétaire du bureau de section, qu'ils connaissent à peine ? À partir de représentations différentes des stratégies passées ou à venir du parti, le choix du candidat en tête de la liste « ordinaire » s'est fondé sur l'évaluation des atouts respectifs des candidatures. C'est plus ou moins de gaieté de cœur que la plupart des membres du bureau de section se sont faits à l'idée que les élections nécessitaient désormais des ressources financières beaucoup plus importantes, et que l'élue sortante ne pourrait pas gagner de nouveaux sièges en faisant une campagne de même nature que celle de 2003. Au moins six fois moins coûteuse que celle de 2009, celle-ci était principalement tributaire des petites économies des candidats têtes de liste et des contributions de militants modestes ; l'argent versé par l'État aux partis couvrant à peine le financement des imprimés. Derrière ces considérations comptables, deux profils se livrent concurrence.

L'une et l'autre sont des quinquagénaires et des « anciens » du parti, fortement investis dans son appareil. Cependant, la première a atteint les sommets de la hiérarchie partisane et cumulé plusieurs mandats électoraux, à l'échelle locale, régionale et nationale. En revanche, le candidat retenu ne compte à son actif qu'un mandat municipal. Ils se sont tous deux engagés sur les plans associatif et syndical, à la différence près que l'élue sortante, professeure d'université, a fait ses armes dans le syndicat national des enseignants, et que la tête de liste, un entrepreneur, a mené ses combats dans le secteur associatif patronal. À nouveau, « profs de facs » et « hommes d'affaires » se concurrencent au sein du parti. Mais cette fois-ci, c'est un bureau de section qui privilégie un entrepreneur doté à la fois d'une fortune personnelle et de compétences managériales, érigées en nouveau critère de l'excellence politique³⁵.

Le phénomène d'« économisation du politique³⁶ » ne se traduit donc pas par un clivage organisationnel, opposant patronat et partis politiques, « gauche » et « droite ». Bien davantage, si l'ouverture de l'USFP à des « notables » a suscité des tensions certaines, l'intériorisation des contraintes du nouveau marché électoral gagne une partie des bases militantes en 2009. À cet égard, symptomatique est le témoignage d'un enseignant quadragénaire, en retrait du parti depuis 1998. Il considère avec dérision que le label USFP est devenu un « simple fonds de commerce » et que son propre attachement au parti est d'ordre « mystique et irrationnel » : « On continue à acheter la limonade Atlas par fidélité à la

³⁵ Sur de tels processus en France, cf. Dulong (D.), « Quand l'économie devient politique. La conversion de la compétence économique en compétence politique sous la Ve République », *Politix*, 35, 1996.

³⁶ Cela renvoie, d'une part, à un « grand récit » érigeant les compétences de nature économique et managériale en critères d'excellence politique et, d'autre part, à la « marchandisation » des élections. Cf. Catusse (M.), *Le temps des entrepreneurs ? Politique et transformations du capitalisme au Maroc*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2008.

marque, alors même qu'Atlas s'est transformée depuis longtemps en eau de Javel ». Dans le même esprit, il évoque la lutte des classes au sein du parti et de la section, déplore le fait que les enseignants et les ouvriers cotisent (à l'occasion) alors que les parlementaires et les ministres du parti (fortement indemnisés) s'en abstiennent, que ces derniers ne font appel à la base que pendant les élections. Quelques années plus tôt, il a ressenti de la colère lorsque Youssoufi, l'ancien premier secrétaire (un avocat), déclara que la domination des enseignants et des avocats devait prendre fin au sein de l'USFP. Mais depuis, il avoue avoir révisé son point de vue : « En tant qu'enseignant, je sais peut-être parler, je peux être efficace dans un comité culturel, mais je me suis rendu compte à quel point il fallait des compétences bien particulières pour gérer une commune. Personnellement, je n'y connais rien en matière de contrats avec les entreprises. » Cet extrait d'entretien montre que même les militants les plus réfractaires reconnaissent que la participation aux institutions nécessite le recours à des profils autres que ceux qui avaient le vent en poupe lorsque le parti siégeait dans l'opposition.

Le profil de la tête de liste « additionnelle » éclaire à un deuxième niveau les dynamiques à l'œuvre. Docteure en droit, elle rappelle à différentes occasions qu'elle est professeure dans une grande école de management réputée, que ses domaines de spécialisation sont l'administration locale et la régionalisation, et qu'elle est régulièrement sollicitée pour des expertises et des évaluations ; sur les tracts électoraux, elle se présente en tant que consultante juridique. Son entrée à l'USFP en 2003, au moment où le parti mène une « politique d'ouverture », illustre le parcours des acteurs qui ont tenté de reconvertir leurs capitaux associatifs sur la scène électorale et partisane. En effet, la carrière militante de cette enseignante universitaire s'est fondamentalement déroulée dans des forums de réflexion politique, des associations de promotion de la femme et de développement social ; en 2009, elle est notamment vice-présidente d'une fondation créée pour accompagner les jeunes en difficulté et faciliter leur réinsertion, et qui est très active dans la circonscription observée. Son engagement partisan est par ailleurs précédé par une tentative électorale au début des années 1990, au moment où de nombreuses féministes marocaines prennent conscience que leur combat ne devait plus se restreindre à la sphère associative. Notons enfin qu'elle est également élue locale sortante d'une autre circonscription³⁷.

Les propriétés sociales et les parcours privilégiés des têtes de liste n'ont pas manqué d'imprégner la mobilisation électorale observée. D'après ses dires, l'homme d'affaires aurait géré la campagne comme une entreprise, en faisant appel à ses compétences d'administrateur, soucieux d'« efficacité », de « professionnalisme » et de « rentabilité ». Quant à la candidate en tête de liste « additionnelle », elle a privilégié le registre associatif aussi bien sur le plan discursif qu'au niveau des réseaux mobilisés. Ces manières d'être et de faire ont en premier lieu pesé sur les critères qui ont sous-tendu la composition du reste des listes ; bien que négociée avec les autres membres du bureau de section, celle-ci a principalement relevé des candidats en tête de liste qui ont conduit et financé la campagne de leurs propres deniers.

Représentativité sociale versus militantisme

La liste présentée par l'USFP en 2003 dans la circonscription étudiée est composée de militants du parti. Les candidates en 1^{re} et en 2^e position ont été désignées par le bureau politique, mais la tête de liste avait « carte blanche » pour la constitution de la liste. Après avoir demandé au bureau régional le nom (et le « CV ») des militants de la circonscription,

³⁷ Elle aurait quitté sa section d'origine parce qu'elle ne serait pas parvenue à se faire désigner en tant que candidate dans la circonscription où elle était conseillère jusqu'en 2009.

elle aurait établi « un classement en fonction de différents critères : hommes/femmes, sites géographiques, niveau culturel, et expérience électorale », de manière à privilégier les plus dotés en capitaux culturels et à disposer de relais dans plusieurs zones de la circonscription. Toutefois, passées les cinq premières positions, elle raconte qu'elle n'a essuyé que refus de la part de militants de la circonscription aspirant à l'éligibilité. Dès lors, elle s'est tournée vers les militants de l'USFP, actifs dans son propre réseau syndical ou dans une association médicale qu'elle a fondée.

Comparativement, les listes « ordinaire » et « additionnelle » de 2009 laissent transparaître deux inflexions. Premièrement, abstraction faite de l'ordre de classement, une apparente inversion du cens électoral ressort à l'examen de la composition des deux listes cumulées, en lien avec la forte représentation des acteurs socialement dominés du point de vue du sexe, de l'âge, des capitaux scolaires et de la position socio-professionnelle (voir encadré). Deuxièmement, la « représentativité sociale et territoriale » est valorisée au détriment des capitaux militants. Sur les dix sept candidats des deux listes cumulées, six sont des adhérents de l'USFP, dont cinq membres de la section. Tous les autres n'ont aucune appartenance partisane au moment de l'enquête. En ce qui concerne la liste ordinaire³⁸, le candidat en tête de liste affirme les avoir presque tous « sélectionnés en fonction de la réputation qu'ils ont dans leur quartier ». Prenant exemple sur les candidats des partis de notables, il a demandé à ses relations – dans et en dehors du parti – de lui trouver des « enfants de quartier » (*wlâd ad-derb*), considérés par les leurs comme des « leaders d'opinion », et ce dans plusieurs bidonvilles et quartiers populaires, qui constituent habituellement le réservoir en voix des partis de notables.

Composition des listes ordinaire et additionnelle

Du point de vue du sexe, les deux listes cumulées comportent huit femmes et neuf hommes. La moyenne d'âge est de 37 ans, avec dix candidats âgés de moins de 35 ans, trois quadragénaires, et quatre quinquagénaires. Sur le plan socio-professionnel, s'observe un très fort contraste entre une minorité située en haut de l'échelle sociale et une majorité occupant des positions inférieures. En effet, sept personnes sont diplômées du supérieur (en ayant pour la plupart poursuivi des études à l'étranger), et ont des professions aussi bien lucratives que valorisées socialement : trois femmes et homme d'affaires, une femme médecin, une experte-comptable, une professeure universitaire/consultante juridique, un directeur de lycée (unique représentant des profils dominants au sein de l'USFP d'antan). Inversement, les dix autres candidats sont faiblement dotés en capitaux scolaires ; en moyenne, ils ont arrêté leurs études avant la fin du collège, voire du lycée. Ils sont pour la plupart ouvriers-artisans (coiffeuse, chauffeur de taxi, restaurateur, plâtrier), ou sans-emploi. Ces derniers ne se présentent pas en tant que tels dans les affiches électorales, mais plutôt en qualité d'encadrants associatifs, d'« infirmière », ou d'« agriculteur », à l'instar d'un candidat au chômage, qui a hérité avec ses frères et sœurs d'un petit lopin de terre situé dans sa région d'origine.

Ce phénomène semble s'inscrire au prolongement d'une tendance observée au début des années 2000 pendant des campagnes électorales menées par des partis de notables dans plusieurs circonscriptions de Casablanca³⁹. Une nuance de taille mérite d'être relevée. Pendant

³⁸ Pour ce qui est de la liste additionnelle, la candidate en tête de liste a puisé dans ses relations en dehors du parti, plutôt dans le milieu associatif : une amie médecin, une femme d'affaires, et une encadrante dans la fondation dont elle est vice-présidente.

³⁹ « L'analyse du profil des intermédiaires montre que l'on va au peuple à travers le peuple : l'égalité – les réseaux de proximité et de survie, voire les transactions monétaires fondées sur l'intérêt – prime sur la hiérarchie

la campagne électorale observée en 2009, les acteurs dont le profil est décrit ci-dessus ne sont plus de simples agents électoraux, ils peuvent « faire carrière » et figurer sur des listes électorales pendant les scrutins locaux, non seulement dans des partis de notables, mais également dans les ci-devant partis de militants. Dans la mesure où ce ne sont pas des adhérents du parti, qu'ils ne comptent pas nécessairement y adhérer, et qu'ils sont classés en position inéligible, ils négocient leur présence sur les listes et leur investissement dans la campagne contre des biens divisibles.

Passée la désignation de la tête de liste ordinaire, l'objet des tensions au sein du bureau de section était moins l'insertion dans la liste de ces « enfants de quartier » (*wlâd ad-derb*), sans attache avec le parti, que l'ordre de classement des adhérents du parti en deuxième ou troisième position. Le candidat en tête de liste s'est mobilisé pour classer en seconde position une femme d'affaires, âgée de vingt neuf ans, et fille d'un militant de la première génération. D'une part, il s'attendait à ce que cette candidate le soutienne dans le financement de la campagne électorale ; d'autre part, il soulignait que ce serait là « un message fort : un parti de gauche qui présente deux entrepreneurs » en position éligible, qui féminise y compris sa liste « ordinaire », et qui met en avant des « jeunes ». Inversement, exaspérés de jouer continuellement le rôle de « lièvres », les membres de la section locale du parti, issus des zones populaires, souhaitaient classer en deuxième position un « élu de proximité locale⁴⁰ », d'accès plus aisé, qui pourrait constituer un véritable relai avec la commune, ne serait-ce que pour des services jugés futiles par les élus précédents du parti : informer sur ce qui se passe dans la commune, faire bénéficier d'invitations à un festival, réparer un tuyau, présenter des condoléances à des habitants de l'arrondissement, ou dans un tout autre registre aider à trouver des emplois. D'après le témoignage de l'un d'entre eux, à chaque fois que des candidats du parti « se sont faits élire » ou ont été élus, ils sont devenus inaccessibles. Dès lors, les militants de base des quartiers populaires se sont trouvés en difficulté ; tout en étant associés aux élus de leur parti, ils n'étaient pas en mesure de répondre aux sollicitations de leur environnement immédiat.

« Si [les candidats en position éligible] réussissent, demain on ne les trouvera pas. S'ils ont la commune, nous allons être broyés [...]. Nous avons mené des campagnes formidables avec [x] et [y], mais nous ne les avons plus revus. [...] Nous sommes frustrés. Lorsque nous étions candidats, nous l'étions en tant que "lièvres". [...] Nous, les militants du quartier. Nous, les enseignants, d'un point de vue de classe. Car il y a deux lectures : classe et géographie. Qu'ils le veuillent ou non, ce sont nous qui sommes là. Nous avons boycotté [le bureau et la liste] parce que nous avons peur. »
(Enseignant, 45 ans, en retrait de l'USFP depuis 1998)

Des agents électoraux salariés versus des militants bénévoles

– l'autorité, les réseaux clientélistes et de patronage. En outre, la prééminence des femmes et des jeunes dans la campagne dévoile un véritable phénomène d'inversion : la supériorité en rapport avec l'âge (les aînés), le sexe (masculin), la fortune ou le pouvoir est minorée ; ce sont des exclus et des dominés qui constituent les vecteurs de la mobilisation électorale et qui donnent le ton aux « masses indifférentes », sans doute aussi parce que le courtage électoral est devenu une activité saisonnière rémunératrice, qui attire presque les mêmes candidats que l'économie informelle. » Bennani-Chraïbi (M.), « Mobilisations électorales à Derb Soltan et à Hay Hassani (Casablanca), in Bennani-Chraïbi (M.), Catusse (M.), Santucci (J.-C.), dir., *Scènes et coulisses de l'élection au Maroc*, op. cit., p. 142.

⁴⁰ Le candidat en question a finalement accepté d'être en 3^e position, après négociation privée avec la tête de liste, en dépit du refus des camarades qui le soutenaient. Son insertion professionnelle était en jeu.

Défection militante, insertion dans les listes d'« enfants du quartier » sans attache avec le parti, et ambition poursuivie par la tête de liste de déployer un nombre suffisant d'agents, en vue d'un maillage des secteurs populaires, ont logiquement conduit à une mutation au niveau des profils des agents électoraux. En 2003, l'essentiel des agents de la mobilisation étaient des militants, des sympathisants, des amis et des membres de la famille bénévoles⁴¹ ; ils formaient un groupe d'une cinquantaine de personnes, dont certains ont apporté à titre personnel des contributions matérielles au déroulement de la campagne. En 2009, près de trois cents personnes sont rétribuées, avec pour mission de mobiliser des voix là où elles disposent d'un ancrage social. Par conséquent, ce sont des acteurs habituellement considérés par les militants comme « apolitisés » qui ont porté les couleurs de l'USFP. L'ancien électorat du parti déterminait ses préférences sur la base d'une identité « politique », d'un positionnement par rapport à des enjeux de la scène politique nationale, d'une fidélité à un emblème, ou de considérations morales. Face à la perte de cet électorat, qui boude les urnes ou tend à voter pour le PJD, l'alternative consistait à recourir, tant dans le choix de la majorité des candidats constituant la liste que dans celui des agents électoraux, à des profils de même type que l'électeur moyen qui se déplace vers les urnes, et dont le vote se fonde sur des considérations pragmatiques, selon des logiques clientélares ou marchandes, et ce en fonction des réseaux de proximité dans lesquels il est enserré. En observant leurs adversaires des partis de notables, les militants de l'USFP de la section étudiée ont compris que « l'issue du vote dépend largement de la capacité à construire une machine électorale cohérente sur un vaste territoire, et à mailler la circonscription là où les chances de remporter des voix sont les plus fortes⁴² ». À partir de là, les répertoires mobilisés au cours de la campagne sont mixtes, reflétant les parcours différentiels de politisation des personnes composant la liste.

L'adaptation de l'offre discursive de gauche

Lors des campagnes de l'USFP observées à Casablanca en 2002⁴³, en dépit de sa présence au gouvernement, le parti continue à privilégier une offre de « biens publics indivisibles ». En 2009, dans la circonscription étudiée, les militants de l'USFP rangent aux oubliettes le répertoire idéologique (désuet à leurs yeux), sans totalement renoncer aux registres discursifs classiques du parti, réajustés en fonction de la nature communale du scrutin. Reste à souligner qu'il existe des variations en fonction des destinataires, mais aussi d'un profil militant à l'autre. Dans l'ensemble, quatre axes sous-tendent les discours tenus au cours des réunions électorales organisées dans différents quartiers de la circonscription.

En premier lieu, persiste la référence au capital partisan collectif, à travers la mise en avant des valeurs qui distingueraient le parti (honnêteté, intégrité, sérieux), et les clins d'œil aux réalisations du gouvernement Youssoufi. Un ministre du parti, présent durant la campagne pour soutenir ses camarades et se préparer aux prochaines échéances électorales, souligne que « c'est le parti des forces populaires et non des riches ». Dans le même esprit, la tête de liste additionnelle rappelle que c'est le « parti des masses » et invite les électeurs à « avoir une mémoire », à « revenir à l'authentique » à l'heure où les partis pullulent. Seul l'enseignant quadragénaire en retrait du parti depuis 1998, qui finit par rejoindre la campagne en dépit de ses frustrations, se distingue par un discours enflammé, rescapé des temps où le verbe était

⁴¹ Bien que bénévoles, leurs consommations (boissons, voire cigarettes) dans le cadre de la campagne sont directement payées au fournisseur par la tête de liste.

⁴² Zaki (L.), « Introduction. Pour une analyse localisée des élections marocaines », in Zaki (L.), dir., *Terrains de campagne au Maroc*, op. cit., p. 71.

⁴³ Bennani-Chraïbi (M.), « Mobilisations électorales à Derb Soltan et à Hay Hassani (Casablanca) », in Bennani-Chraïbi (M.), Catusse (M.), Santucci (J.-C.), dir., *Scènes et coulisses de l'élection au Maroc*, op. cit.

encore valorisé par le parti, et se réfère explicitement au passé de l'USFP dans l'opposition, en évoquant le soulèvement de 1981.

En parallèle, le registre central est celui de la pédagogie politique. Certes, la tête de liste ordinaire, qui est loin de se distinguer par des dons oratoires, tient à se différencier par ses méthodes d'entrepreneur « rationnel », « pragmatique », « opérationnel », lassé par le verbalisme de la gauche classique :

« Je leur parle de leurs problèmes, pas de ce que Marx et Engels ont dit. [...] Moi je suis un entrepreneur, peu m'importe si ma marchandise est bonne ou mauvaise [...]. J'ai dépassé le stade de vouloir donner des leçons et convaincre que telle marchandise est bonne ou mauvaise. La qualité, c'est ce que demande le client. Ce n'est pas une qualité dans l'absolu. [...] Donc, si en termes de qualité, cette clientèle est plus intéressée par l'habitat, je leur parle d'habitat. »

Mais, à l'instar de la tête de liste additionnelle et du ministre, il privilégie par habitus les procédés de pédagogie politique, qui singularisent ceux qui ont été socialisés à gauche. Les uns et les autres incitent à « réfléchir ensemble », invitent au débat, à la prise de parole organisée, commencent par « écouter » les électeurs, refusent de faire des promesses électorales, s'engagent pour une « obligation de moyens et non de résultats ». Dans plusieurs réunions, transformées en ateliers interactifs d'éducation civique, après l'exposé des problèmes du bidonville par quelques-uns de ses habitants, la tête de liste ordinaire et le ministre hiérarchisent les demandes et leur degré de faisabilité, distinguent ce qui relève des prérogatives de la commune, de la préfecture et du gouvernement, et proposent des scénarii impliquant la participation active et collective des habitants.

Par ailleurs, des militants tentent de transformer les cadres de perception de l'offre électorale. Loin de renoncer à susciter « un vote politique », la tête de liste ordinaire se pose en tant qu'alternative à la gestion précédente de l'arrondissement : « Elle a ignoré les graves problèmes du fonciers [...], les enjeux d'aménagement qui concernent la moitié de la population, les problèmes de transport, de santé, de sécurité et de stabilité de la population. [...] Pour moi, l'enjeu des municipales ce n'est pas de refaire la chaussée ». Là où c'est possible, il envisage des projets de restructuration de l'espace urbain qui intègrent les résidents actuels plutôt qu'ils ne les écartent, et qui visent un « développement *in situ* ». Dans le même esprit, combattant la vente des voix, dénigrant les « soins pour les bobos », les militants invitent les électeurs à « exiger des comptes » et des « infrastructures ». Critiquant implicitement ses adversaires, la candidate en tête de liste additionnelle fait appel à la « dignité » et à « l'amour propre » des citoyens qui, d'après ses propos, devraient refuser de se laisser distraire par les campagnes festives, « une insulte à leur intelligence », et de se faire soudoyer par les séductions matérielles.

Quelques tâtonnements s'observent pourtant d'un militant à l'autre. D'abord, en ce qui concerne la conception de l'intermédiation. Si le ministre s'engage à jouer un rôle d'intercession à Rabat, la tête de liste additionnelle défend dans d'autres réunions l'idée qu'un élu doit avant tout faciliter l'accès des citoyens à leurs « droits » et non faire dans le « clientélisme ». Et tandis que la même candidate attire l'attention des électeurs sur les conséquences d'un vote en faveur des partis qui mobilisent le pouvoir de l'argent, à savoir l'exclusion des jeunes désargentés et des enseignants comme elle de la brigade, la tête de liste ordinaire est loin de faire appel à un tel registre.

Relativement nouveau dans le répertoire électoral de l'USFP, l'associatif constitue un autre axe discursif. L'accent est d'abord mis sur la nécessité de susciter un esprit collectif, de s'organiser à travers des associations de défense des habitants du quartier, pour intervenir efficacement auprès de la commune, pour négocier en force déplacements ou restructuration de l'espace de résidence, et enfin pour avoir accès aux ressources de l'INDH. D'autre part, la tête de liste additionnelle évoque les services rendus par la fondation dont elle est vice-présidente, se rapprochant imperceptiblement de la stratégie adoptée entre autres par l'Istiqlal et le RNI, qui érigent le clientélisme associatif en levier de la campagne électorale. Tandis qu'elle parle en termes d'« accompagnement de jeunes méritants pour avoir de meilleures conditions de travail et d'études », la monitrice classée en dernière position sur sa liste⁴⁴ recourt à un langage où le registre de la bienfaisance supplante celui de l'associatif :

« J'étais assise avec Madame [X]. Elle a servi des gens sur place. Des gens voulaient une formation en informatique, elle les a immédiatement introduits auprès d'ESPOD⁴⁵. Ils ont eu gratuitement une formation, qui vaut normalement dans les six mille dirhams par mois. N. m'a dit tout le bien qu'elle fait aux gens. »

Le dernier répertoire utilisé à titre personnel par la tête de liste ordinaire est celui de la proximité physique et résidentielle « active »⁴⁶. D'une réunion à l'autre, l'entrepreneur se réfère à « son douar » (zone d'habitat regroupant villas et bidonville). En homme de gauche malgré tout, il exprime en entretien sa réserve à l'égard du terme de « bienfaiteur », pour se présenter en qualité de « personne respectée », d'« ami qui participe à la vie de son environnement », autrement dit, qui redistribue des ressources rares à l'occasion.

La prudence langagière dont fait preuve ce candidat illustre l'ambivalence d'une campagne électorale tiraillée entre identité de gauche et volonté d'adaptation à travers l'emprunt de recettes gagnantes aux partis de notables : insertion de candidats « enfants du quartier » dans les listes, recours à des agents électoraux rétribués, investissement financier lourd de la part du principal candidat en tête de liste, recours à peine déguisé au registre de la notabilité. La tension se reflète à plusieurs échelles : entre militants et enfants du quartier qui coexistent dans la même campagne, entre militants aux propriétés différenciées, mais également à l'échelle individuelle des militants eux-mêmes, soumis en leur for intérieur et dans leurs pratiques à des « régimes de vérité⁴⁷ » parfois contradictoires. Maîtrisant des compétences politiques peu efficaces dans le nouveau marché électoral, ces militants vont essentiellement faire reposer leur tentative de conversion à la politique pragmatique sur l'intégration de profils dotés d'autres capitaux et compétences.

⁴⁴ Cette monitrice doit son travail dans la fondation à l'intervention de N., ancien chauffeur du président de cette fondation (cf. portrait *infra*). E c'est N., qui se sent très redevable à la tête de liste additionnelle, qui a mis les deux femmes en contact.

⁴⁵ La tête de liste additionnelle s'est beaucoup investie dans cette association, créée en 1991, et qui se présente sur son site web comme « un acteur actif en matière de promotion économique des femmes et du développement de l'entrepreneuriat féminin au Maroc ».

⁴⁶ Sur les usages de ce registre dans un autre contexte politique, cf. Le Bart (C.), Lefebvre (R.), dir., *La proximité en politique : Usages, rhétoriques, pratiques*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005.

⁴⁷ Pour Michel Foucault, cela renvoie à des « types de discours » qu'une société « accueille et fait fonctionner comme vrais », et qui sont produits, contrôlés, sanctionnés, valorisés à travers des « mécanismes », des « instances », des « techniques » et des « procédures » (Foucault (M.), *Dits et écrits II, 1976-1988*, Paris, Gallimard, 2001, p. 112). C'est un concept voisin à celui de « programme de vérité » (Veyne (P.), *Les Grecs ont-ils cru à leurs mythes ? Essai sur l'imagination constituante*, Paris, Le Seuil, 1983).

Les « apolitisés » à la rescousse de la gauche ?

Les « enfants du quartier » sans attache partisane, qui constituent près des deux-tiers des candidats des deux listes observées, sont habituellement perçus comme des « saisonniers » des rendez-vous électoraux. Réputés pour faire l'élection, la « popularité » qu'ils revendiquent ou dont ils sont affublés par leurs proches constitue leur principale ressource. Et chaque scrutin est une nouvelle opportunité pour eux de gagner un peu d'argent et de négocier des faveurs. Reste à savoir ce qu'il en est réellement de leur (a)politisation ? S'ils sont effectivement dépourvus de compétences cognitives « sophistiquées », ils articulent néanmoins des savoir-faire de plusieurs types – irréductibles à la seule ruse du dominé – qui constituent un maillon essentiel dans le dispositif du patronage démocratique⁴⁸.

Les fondements de la notoriété des « apolitisés »

Quelques mois avant chaque scrutin, les patrons électoraux intensifient leur cour aux « enfants de quartier » et aux « leaders d'opinion » des poches denses de la précarité urbaine. En 2009, l'Istiqlal et le RNI étaient les principaux concurrents dans cette course au recrutement des plus « populaires » dans la circonscription étudiée. S'ils ont quelques courtiers « stables », la relation de clientèle demeure souvent fragile, les patrons ne parvenant pas à satisfaire dans la durée l'ensemble des attentes. Grâce à son ministère stratégique et à sa présidence d'arrondissement, la candidate de l'Istiqlal est la mieux placée pour redistribuer à ses courtiers des biens divisibles privés (argent, emplois, pèlerinages, etc.), mais surtout publics (emplois administratifs, places de parking et kiosques délivrés par la commune, soins médicaux plus ou moins coûteux, accès privilégié à la manne de l'INDH, salaires déguisés dans le cadre des partenariats avec l'Etat, aide publique sous forme de sucre, de farine et d'huile pendant le ramadan, etc.).

Dans l'échantillon étudié, les candidats profilés « enfants du quartier » sans attache partisane, pour l'essentiel de sexe masculin, sont âgés de trente et un ans en moyenne et, comme on l'a vu, ils sont loin d'être dotés des capitaux socio-économiques et culturels qui prédisposent à l'indépendance matérielle et intellectuelle. Leur notoriété repose avant tout sur leurs ressources sociales et associatives, aisément reconvertibles en force de frappe électorale. Ils se distinguent par des savoir-faire, des savoir-vivre, et savoir-être.

Les savoir-faire stratégiques sont multiples. Même sans emploi, une infirmière de formation est en mesure de rendre d'immenses services dans un bidonville, en l'absence d'une couverture sociale généralisée. Quant au chauffeur de taxi, faute de lignes de bus régulières, en situation d'urgence, il peut sauver des vies en mettant sa voiture de location à disposition de ses voisins. Par ailleurs, la reconnaissance demeure grande à l'égard de la monitrice qui, au bout d'un an, permet à des femmes illettrées de déchiffrer des versets du Coran. Les plus instruits – ou même une femme de ménage dans un lieu aussi stratégique que la commune – jouent le rôle d'« intermédiaires culturels », intercèdent en faveur des plus démunis, déboussolés à chaque négociation du moindre papier administratif.

Il ne suffit pas d'avoir des savoir-faire recherchés pour devenir populaire, encore faut-il se distinguer par son aptitude avérée à servir ses semblables, à susciter leur confiance, voire leur pitié. Le respect et la confiance se gagnent grâce à des traits de personnalité (audace, honnêteté, « sale caractère »), des comportements (générosité, disponibilité, piété filiale,

⁴⁸ Agulhon (M.), *La République au village*, Paris, Le Seuil, 1979.

« bien se conduire avec les plus jeunes et les plus âgés »), se concrétisant dans des actes de soutien répétés, exprimés à travers des formules occurrentes : « *tay weqef m'ana* » (il se tient « debout » à nos côtés), « *ma tay tekhellach 'lina* » (il ne nous laisse pas tomber). Par ailleurs, la notoriété s'étend souvent aux membres de la famille ; ainsi, dans la liste ordinaire, de jeunes candidats se substituent à leur oncle ou à leur père, au rôle social prééminent, espérant mobiliser aussi bien la génération des pères, grâce à leur nom, que celles des pairs, du fait de leur propre popularité⁴⁹. Inversement, le registre de la pitié⁵⁰ mobilise tout autant. Dans l'échantillon observé, c'est le cas d'un chômeur connu pour sa consommation de hachich. Par solidarité, les siens l'ont affublé de l'attribut de la popularité ; l'enjeu étant de lui permettre d'avoir une entrée d'argent grâce aux élections. D'autres partis n'hésitent pas à recourir au « méchant » du quartier, appartenant à une fratrie masculine nombreuse, se distinguant par sa taille et sa force, tantôt protecteur tantôt prédateur, arbitre de l'ordre et du désordre.

Ces dispositions et ces pratiques se traduisent de plus en plus en engagements dans les organisations informelles et formelles du quartier. Grâce à leurs qualités, les personnes « populaires » se hissent au sommet de la chaîne de solidarité. Ici et là, des bidonvilles expérimentent des formes de mutualisation (collectes ponctuelles en cas de maladie et de décès, ou régulières pour assurer des services collectifs). Et, bien avant l'avènement des associations dans ces zones, les équipes de football constituaient déjà les lieux privilégiés de gestation d'un esprit de corps, convertible en force de mobilisation électorale, sur lequel parient les patrons électoraux. Très fréquemment, ce sont ces mêmes réseaux de proximité qui sous-tendent la création d'associations de quartier. La « popularité » des « enfants de quartier » de la liste s'amplifie grâce aux innombrables services rendus à la population par le biais associatif, services de plus en plus tributaires du soutien des élus, notamment dans le cadre de l'INDH. Ce registre est devenu tellement central que, lorsqu'ils évoquent leurs propres qualités, les candidats des quartiers tendent à utiliser l'attribut « associatif » comme synonyme du mot « populaire ». Ainsi, modèle associatif et clientélisme ne s'opposent pas systématiquement, les réseaux de solidarité horizontaux formels et informels s'érigeant peu à peu en maillons du dispositif clientélaire électoral. Outre la notoriété sociale qui fraie la voie vers la politisation au sens d'« usages pluriels et infinis de l'institution électorale », d'autres processus sont à l'œuvre.

Les politisations différentielles des « apolitisés »

Les enfants du quartier de la liste sont loin de maîtriser les compétences cognitives des professionnels de la politique ; leur capacité de classification des partis et de décodage du fonctionnement de la politique nationale est relativement peu élaborée ; ce qui les stigmatise aux yeux des « entrepreneurs de moralisation⁵¹ ». Dans la forêt des symboles attribués à la vingtaine d'organisations en lice, ne préservent leur nom de baptême que l'USFP, plus ou moins associé au gouvernement Youssoufi, voire à un parti « démocratique », l'Istiqlal possédant indubitablement la marque du parti des grands-parents, qui a combattu pour l'indépendance, et le PJD identifié en tant qu'organisation qui n'achète pas les voix, qui ne paye pas de tribut aux « forts » des quartiers « difficiles » pour accéder à leur territoire.

⁴⁹ La « popularité » est toutefois instable et l'enfant du quartier est parfois accusé de « trahison ».

⁵⁰ Sur l'inversion des handicaps, cf. Zaki (L.), *Pratiques politiques au bidonville, Casablanca (2000-2005)*, thèse de doctorat en science politique, Paris, IEP, 2005.

⁵¹ Des « créateurs de normes » et de catégories pour Becker (H.), *Outsiders. Etude de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié, 1985, p. 171.

Dans l'ensemble, ils manifestent distance et méfiance par rapport à des offres partisanses, à leurs yeux, indistinctes. Dès lors, ils se repèrent grâce à des raccourcis, telles l'intuition, la sympathie ou l'antipathie qu'inspire un candidat par son attitude, son regard, le ton de sa voix, mais aussi par la nature de son discours. Cependant, connaître une personne, dans le cadre de la relation de proximité ou de clientèle, demeure la principale boussole.

« Moi, je ne crois pas en un parti. Je peux croire en une personne. Si la personne te semble sérieuse (ma'qula). Mais tous ces noms de partis, c'est pareil [...]. Ils se tiennent tous derrière un seul drapeau, un seul roi. » (Candidat, 38 ans, plâtrier)

Au cours des scrutins précédents, lorsqu'ils ne mettaient pas « une croix sur tout le monde », ces candidats votaient de manière instable plutôt en faveur de l'enfant du quartier, ou en lien avec des allégeances clientélares fragiles. Une telle attitude se conjugue parfois avec une « éthique » se traduisant par le « vote selon la conscience », ou encore par le respect d'une déontologie du vote d'échange : une jeune femme dit voter systématiquement pour ceux avec lesquels elle « travaille » en tant qu'agent électoral, par « droiture » et par refus d'être dans le *haram* (l'illicite du point de vue religieux).

Dès lors, pendant la campagne, ces candidats et les agents qu'ils recrutent (des amis, des membres de la famille et des voisins) puisent dans un répertoire imprégné par la quotidienneté. Aux slogans d'antan de l'USFP, se substituent des formules « passe partout », diffuses dans l'ensemble des partis, portant l'empreinte des refrains scandés dans les stades de football. Et les interventions en face à face, au cours des portes à portes, privilégient souvent le métaphorique :

« On parlait en rigolant. Vote pour moi, je suis une rose⁵². Vote pour moi pour que je grandisse (parce que je suis petite). » (Candidate, 27 ans, infirmière)

Leur but principal est de réactualiser la mémoire du réseau de proximité, en invoquant l'intérêt général :

« Je leur dis : ce parti est candidat, je suis votre candidat. Les gens nous connaissent. On leur dit de voter pour l'intérêt de la rue. » (Candidat, 34 ans, chauffeur de taxi)

Les patrons électoraux sollicitent les « enfants du quartier » sans attache partisane, non seulement pour leur notoriété sociale, mais aussi pour des compétences pratiques de plusieurs ordres. En amont, être en mesure d'identifier des agents « populaires » ou dotés d'une expérience électorale. Ensuite, savoir « organiser », « encadrer » au cours de la mobilisation, connaître les réseaux de sociabilité dominants et les catégories qui font l'élection. La mobilisation du registre de la « politique du faire » est du ressort principal des femmes qui reconvertissent, en ressources électorales, leur rôle actif pendant les naissances, les mariages, les funérailles⁵³, prolongé par leur insertion dans des réseaux de proximité, voire par leur engagement associatif⁵⁴:

« Tu vois une femme capable, les femmes ont confiance en elle. Si elle dit aux gens : 'demain, il va pleuvoir', ils vont la croire. [...] Elle a un savoir faire. Elle sait vite

⁵² Le symbole de l'USFP est la rose.

⁵³ Bennani-Chraïbi (M.), « Mobilisations électorales à Derb Soltan et à Hay Hassani (Casablanca) », art. cit.

⁵⁴ Berriane (Y.), « Intermédiations stratégiques... », art. cit.

mobiliser les gens. Si quelqu'un lui dit "une telle est malade", elle va réunir pour l'après-midi même 15 à 20 personnes pour aller lui rendre visite. »

Cette intimité avec le fonctionnement électoral local englobe plusieurs aspects : le comportement électoral des catégories populaires et leurs « ruses », la configuration des rapports de force à l'échelle locale, les « techniques » et le degré de disponibilité postélectorale de chaque patron, la variété des contre-dons dispensés, les montants précis versés par les adversaires en présence aux « lièvres » électoraux, aux chefs de groupes, aux agents et aux électeurs.

Bien au-delà, un savoir-faire spécialisé s'acquiert d'une expérience à l'autre, sur le tas, ou en lien avec la participation aux réunions et aux formations délivrées pendant les campagnes électorales. En premier lieu, les candidats « enfants du quartier » ont des connaissances de plus en plus précises sur les dessous et les conséquences du mode de scrutin ; ils ont fini par réaliser que seuls les candidats « bien placés » ont une chance de devenir des conseillers municipaux, qu'obtenir peu de sièges condamne à rester dans l'opposition ou à contracter des alliances avec des « adversaires ». Par ailleurs, ils ont intériorisé les modalités de contrôle des votes⁵⁵ et développé des dispositifs plus ou moins sophistiqués : à titre d'exemple, la « technologie » permettant de comparer, sur la base des listings nominatifs des électeurs, le nombre de voix promises dans chaque bureau par chaque chef de groupe avec la somme des votes effectivement récoltés⁵⁶.

En plus de leur capacité de mobilisation, c'est la capitalisation de ce savoir cognitif et pratique qui leur permet d'envisager une carrière progressive : d'abord, agent simple ; puis chef de groupe organisant des réunions, des sorties, chargé de la répartition des imprimés, maîtrisant de plus en plus intimement le territoire dont il a la charge ; puis candidat mal classé ; et enfin, candidat en position éligible. Dans un contexte de clientélisme électoral hautement concurrentiel, une telle capitalisation est loin d'exclure les transhumances partisans : la plupart des enfants du quartier de la liste ordinaire étudiée ont d'abord fait leurs armes avec l'Istiqlal et le RNI. Pourtant, pendant le temps de la campagne, il arrive que des personnes s'acculturent subrepticement à d'autres registres.

À côté de la maîtrise des techniques spécialisées du moment électoral, les enfants du quartier manifestent une capacité à monter en généralité dans la formulation des problèmes de leur environnement, dans l'évaluation des dysfonctionnements d'une campagne, dans l'élaboration de stratégies électorales, ou encore dans l'analyse de la « crise des partis » à l'échelle nationale. Grâce à leur socialisation électorale et/ou associative, à des rencontres fortuites, ou à la proximité professionnelle avec un univers « politisé », ils glanent des informations ici et là, emploient un vocabulaire puisé dans le répertoire associatif et partisan, se réfèrent à leur mobilisation pendant l'élection en employant le verbe « militer », ce qui n'était pas le cas au cours des mobilisations observées en 2002. Deux parcours illustrent ces politisations différentielles.

⁵⁵ Les partis qui achètent les voix font jurer sur le Coran les électeurs bénéficiaires de la rétribution ou leur demandent de photographier dans l'isolement leur bulletin rempli grâce à leur smartphone. Un autre moyen consiste à conduire les électeurs personnellement au bureau de vote et à créer une chaîne : après le sacrifice d'un vote, un premier bulletin vide est récupéré, rempli, puis remis à un second électeur qui doit ramener à son tour un bulletin vierge. Enfin, les observateurs du scrutin (qui sont parfois des proches du candidat) ont le moyen d'identifier la participation effective de ceux qui leur ont fait des promesses de vote et vont parfois jusqu'à leur indiquer une manière distinctive de cocher le bulletin.

⁵⁶ Une partie de la rémunération des lièvres et autres courtiers est ainsi tributaire de leur capacité effective à mobiliser.

N., 47 ans, s'est mis au service de la tête de liste additionnelle, par « affection », « respect » et « reconnaissance » pour le soutien qu'elle lui a accordé à différents moments de sa vie. Ancien chauffeur d'un personnage réputé dans le monde associatif, c'est dans ce cadre qu'il a fait sa connaissance, ainsi que celle d'autres célébrités associatives et politiques. Une telle proximité le conduit à fonder une association de quartier et à la faire bénéficier des bienfaits de son patron. « Prêté » à plusieurs reprises à un ancien exilé de l'USFP, il profite des allers-retours entre Casablanca et Rabat pour s'initier à l'histoire de la gauche, de ses sacrifices et développer une admiration sans borne à l'égard du « grand homme humble » qui l'alphabetise politiquement. Plus tard, dans l'interaction avec d'anciens militants de l'USFP, membres de son association de quartier, il a accès à une version plus désenchantée de l'histoire du parti. Au cours de l'entretien, il utilise beaucoup les termes de compétence (*kafâa*), d'expertise (*khibra*), de niveau (*mustawa*). Il valorise les détenteurs de ces ressources, et pense avoir lui-même intégré une partie de leur savoir en les fréquentant. Au cours de la campagne, il s'efforce de reconquérir les déçus de l'USFP :

« J'ai discuté avec des membres de l'USFP qui ont été en prison et qui ont perdu confiance en leur parti. [...] Ils m'ont dit : "On t'aime bien, mais on est sincère avec toi, [...] on va te dire la vérité, c'est non." [...] L'un d'entre eux était avec moi dans l'association. J'ai essayé de l'attirer. Toute sa famille est socialiste. De A à Z. Ils ont l'USFP dans le sang. Mais ils ne veulent plus voter USFP. »

D'après N., pour retrouver son aura, le parti doit davantage communiquer, « travailler longtemps à l'avance », créer des associations de quartier qui puissent le rapprocher des électeurs, les « encadrer » dans la durée, réaliser des infrastructures visibles, mais aussi rendre des services individuels : « si tu arrives à régler une situation par bloc [résidentiel], les gens te respectent ».

Tandis que N. illustre une politisation dans le cadre de sa profession et d'une relation clientélaire inscrite dans la durée, empreinte de déférence, M., 42 ans, un chômeur au parcours accidenté, offre l'exemple d'une conversion en un temps éclair, celui de la mobilisation. Contacté pour jouer un rôle de simple agent électoral rémunéré, il se retrouve, de manière inespérée pour lui, inséré dans la liste, sur la base d'allégations tierces invoquant son expérience électorale et sa popularité. Très vite, il endosse l'habit du parti et découvre dans l'action des rétributions qu'il n'avait pas anticipées. Un micro-événement le métamorphose :

« Je les remercie quel que soit le résultat. J'ai gagné des facultés qui étaient enfouies en moi et qui se sont réveillées. Les gens ont commencé à se dire : "Est-ce vraiment [M.] ? Est-ce le même ?" [...] Au début, je suis entré pour cent dirhams [par jour]. Dans tout ça, j'ai réussi à gagner la confiance de mon frère aîné. Le hasard a fait qu'il a vu comment je bougeais. Mon frère m'a dit : "dans aucun rêve je n'aurai imaginé mon frère présenter un ministre [dans une réunion de quartier]. [...] Les gens me regardaient avec dédain. J'étais dans l'addiction du hachich. [...] J'ai découvert qui j'étais vraiment, comme si on m'avait revêtu de mon véritable habit. Même s'ils me laissent tomber, ils m'ont apporté le respect, l'expérience, donné l'occasion d'être un encadrant, un intervenant dans le débat. J'ai compris intuitivement ce qu'il fallait faire et ne pas faire dans un tel parti : pas de tambourin, pas de klaxon. »

Certes, les « enfants du quartier » observés ont du mal à décoder les clivages de la scène politique nationale, devenus illisibles même pour les militants. Par contraste avec le discours argumentatif, « rationnel – critique », « désincarné », « décontextualisé » de l'« électeur rationnel », leur discours est plutôt « narratif », « contextualisé », faisant davantage place à l'expérience vécue, voire à l'émotion⁵⁷. Toutefois, outre leurs compétences pratiques de plus en plus sophistiquées, ils manifestent une politisation par désingularisation : ils expriment une « identité », énoncent des « problèmes », expriment un « sentiment d'injustice », et parfois désignent des « responsables »⁵⁸. Lorsqu'ils disent « nous », ils se réfèrent tantôt aux « jeunes », tantôt aux habitants de leur bidonville, quartier, et au-delà aux catégories populaires agglutinées dans les poches de pauvreté de la ville. Ils se présentent souvent comme des *mashuqîn* (broyés par la vie), face aux « puissants » qui les courtisent à la veille de chaque scrutin. Dans un marché devenu très concurrentiel, l'élection s'érige alors en moment privilégié pour les « dominés », qui s'avèrent loin d'être « manipulables » à volonté, d'acheminer leurs réclamations de ressources rares à l'adresse de « ceux d'en haut ».

Un panachage de rétributions solidaires plutôt qu'exclusives ?

La ligne de partage entre partis de militants et partis de notables, observée à Casablanca jusqu'en 2002, tend donc à se brouiller en 2009. En premier lieu, la rémunération des agents électoraux se routinise, y compris dans les partis de « militants ». A un deuxième niveau, l'insertion des enfants du quartier dans les listes impose un alignement relatif sur le « marché » et un glissement de la salarisation des agents à celle d'une partie des candidats⁵⁹.

À la rétribution journalière des candidats « enfants du quartier » (du même ordre que celle versée aux agents), s'ajoutent des rémunérations financières, en partie conditionnées par le résultat obtenu. Toutefois, la « salarisation » est loin d'exclure des attentes d'un autre ordre de la part des membres de la liste originaires des bidonvilles et des « quartiers ». En échange de leur mobilisation, ceux-ci espèrent également des biens divisibles supplémentaires (emploi, intercession en vue de régler un problème personnel ou familial). Bien davantage, ils aspirent très explicitement à l'obtention de biens indivisibles : accompagnement juridique dans la création d'une association, intermédiation pour faire accéder celle-ci à des ressources, infrastructures pour le quartier, politiques favorisant une restructuration ou un recasement dans de bonnes conditions, etc. Autrement dit, au fil des entretiens, se dégagent des attentes de rétributions de plusieurs ordres. En l'absence de ferveur militante, plus la relation de clientèle et les espérances de réforme sont incertaines, plus les rétributions immédiates sont requises. Enfin, du point de vue des clients, le don n'excuse en aucun cas un déficit de « déférence mutuelle⁶⁰ » : le patron doit maîtriser le « protocole de la proximité et de l'humilité⁶¹ », veiller à donner sans humilier, « prendre des nouvelles » en dehors des élections, « garder le contact », « donner ne serait-ce qu'un coup de fil ».

Lorsqu'il est question d'argent, la diversité des registres sémantiques utilisés est révélatrice de tâtonnements d'un acteur à l'autre, mais également à l'échelle des propos tenus par une même personne. Le vocabulaire mélioratif puise dans le répertoire de la bienfaisance (aide :

⁵⁷ Sur cette distinction cf. Gamson (W.), « La vertu civique des sitcoms », *Espaces Temps*, 76 (1), 2001, p. 41.

⁵⁸ Gamson (W.), *Talking politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

⁵⁹ Allal (A.), « Le parachutage raté d'un héritier politique socialiste. La campagne USFP dans la circonscription de Tanger-Assilah », in Zaki (L.), dir., *Terrains de campagnes au Maroc*, op. cit.

⁶⁰ O'gorman (F.), « Electoral Deference in "Unreformed" England: 1760-1832 », *The Journal of Modern History*, 56 (3), 1984.

⁶¹ Zaki (L.), « Introduction. Pour une analyse localisée des élections marocaines », art. cit., p. 49.

mu'âwana, *musâ'ada*), de la méritocratie estudiantine (bourse : *minha*), de la sphère professionnelle (travail : *khedma*), voire de la professionnalisation associative et parlementaire (soutien : *da'm*, dédommagement, indemnité : *ta'wid*). Il coexiste avec le champ sémantique de l'univers marchand (négocié, se mettre d'accord : *tfâsl*, courtier : *smsâr*), et avec celui de la corruption, sous une forme euphémisée (café, *qahwa*), ou explicite (*tedwira*, *rechwa* ; « se vendre » : *tbâ'*).

Au prolongement de ces tiraillements, la salarisation attise les tensions, inhérentes à un processus si peu routinier. D'une part, cohabitent deux têtes de liste, plusieurs équipes et sous-groupes, des néophytes et des initiés, des « enfants du quartier » et des militants aux représentations parfois antagonistes. D'autre part, en l'absence d'une véritable hiérarchie et d'une discipline acquises dans la durée par des partis comme l'Istiqlal, le principe de « comptabilité » des voix amplifie les rivalités internes. Certains demeurent attachés au principe du « bénévolat » ; ce ne sont pas nécessairement des militants de l'USFP, mais des acteurs originaires de l'univers associatif. En revanche, la tête de liste ordinaire, en tant qu'entrepreneur « opérationnel » et « pragmatique », considère que la « professionnalisation » des relais autorise l'exigence de résultats.

Au parti de l'Istiqlal, d'après un dirigeant local, il s'est vite avéré « inéquitable » d'exclure de la rémunération des militants issus des mêmes milieux que les « enfants de quartier » sans attache partisane. Dès lors, par contagion, les adhérents du parti participant à la campagne électorale en tant qu'agents ou en tant que candidats inéligibles ont commencé à être rétribués financièrement (et/ou à bénéficier de biens divisibles) au même titre que les autres. A l'instar de l'Istiqlal, un processus d'inversion similaire a gagné les partis de militants en quête de notabilisation. Au lieu de contribuer personnellement (par leurs cotisations, leurs dons en espèce, en nature, et en temps), les militants en bas de l'échelle sociale et partisane, exaspérés à leur tour de « se faire avoir », seraient en voie de substituer, à la relation militante supposée horizontale, des rapports verticaux, « professionnels » ou de clientèle entre un salarié et un patron.

Conclusion

L'observation ethnographique des politisations différentielles pendant une campagne électorale en contexte autoritaire changeant éclaire plusieurs processus. À l'échelle de la scène électorale marocaine, les modalités diversifiées d'appropriation du moment électoral par les acteurs révèlent non seulement les tentatives d'ajustement d'une partie de la gauche⁶², mais également un mouvement de fond : celui de l'inversion ponctuelle du principe censitaire. Effet paradoxal d'urnes de plus en plus transparentes, ce phénomène se manifeste à deux niveaux. Premièrement, il est en lien avec le comportement électoral d'une partie des couches moyennes qui désertent les urnes en raison même de leur « sophistication politique », de leur indépendance intellectuelle et matérielle : illisibilité des prérogatives des uns et des autres en présence d'une figure royale castratrice ; défiance face aux alliances hétéroclites post-électorales et à la marchandisation des élections à l'échelle même des grands électeurs ; refus de mélanger leurs bulletins avec ceux des électeurs qui échangent leur voix contre deux cents dirhams. Deuxièmement, ce phénomène s'articule avec les mutations du vote des catégories populaires urbaines. N'ayant plus à se rendre aux urnes sous la menace des autorités

⁶² Avec six fois plus d'agents et de ressources qu'en 2003, dans l'espoir de mobiliser le double des voix, les listes USFP ont au final obtenu un seul siège dans l'arrondissement (alors qu'en 2003, le parti en avait gagné deux). Toutefois, grâce aux enfants du quartier, le parti aurait percé dans un secteur jusque-là réservé des patrons électoraux de l'Istiqlal et du RNI.

politiques, leur voix a acquis une valeur – au moins marchande – dans un contexte de clientélisme concurrentiel. Dès lors, leurs marges de manœuvre s'accroissent et les déférences sont ponctuellement « mutuelles ». S'observe alors un glissement de la « politique des notables » à celle du « patronage démocratique », mêlant hiérarchie et élan égalitaire, donnant à voir la descente plus ou moins apprêtée d'hommes d'affaires (de gauche) dans les bidonvilles, mais ouvrant aussi la voie aux acculturations mutuelles.

Sur un autre plan, l'observation des tâtonnements en œuvre pendant le temps électoral permet de poursuivre le dialogue entre les travaux sur le clientélisme politique et sur la politisation, au croisement des approches socio-historiques et de sociologie politique, en contextes autoritaires et démocratiques. Elle montre l'intérêt de dépasser les oppositions entre conceptions restrictives et extensives de la politisation, pour se saisir processuellement des politisations à « géométrie variable⁶³ » des acteurs, des registres et des pratiques. Dans le cas étudié, les militants « sophistiqués » tentent de se convertir à la politique pragmatique et, ce faisant, font appel aux compétences pratiques de relais électoraux qu'ils considèrent comme « apolitisés ». Inversement, ces derniers mettent en œuvre plusieurs types de savoir-faire (ruses des dominés, compétences pratiques reconverties en ressources électorales), manifestent une capacité à monter en généralité et à construire des identités conflictuelles, témoignent d'une aptitude à développer des compétences pratiques électorales de plus en plus spécialisées, voire à s'acculturer aux catégories politiques des militants chevronnés. Dès lors, ils contribuent à (re)configurer les conditions de l'élection en contexte autoritaire.

⁶³ Au prolongement de la conception du politique développée par Voutat (B.), « La science politique ou le contournement de l'objet », *Espaces Temps*, 76/77, 2001.